



Liberté · Égalité · Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

N° 2010/165

SOCIÉTÉ PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE

**ARRÊTE PRÉFECTORAL DE CONSIGNATION DE LA SOMME DE 27 500 EUROS AFIN
D'EVACUER DES DECHETS ET DE METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF DE CAPTATION ET
D'EPURATION DES EFFLUENTS ATMOSPHERIQUES DE LA HALLE DE PEINTURE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

Vu le livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L. 514-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-139 du 30 novembre 2007 autorisant la société PIMEST à poursuivre l'exploitation d'une partie des activités exercées précédemment par la société EUROGEP à LONGLAVILLE, Pôle Européen de Développement ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré à la société PIMEST ANTICORROSION en date du 14 septembre 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2010.118 du 28 mai 2010 pris à l'encontre de la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 8 novembre 2010 faisant suite à la visite de contrôle des installations exploitées par la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE, effectuée le 28 octobre 2010 ;

Vu la lettre du 24 novembre 2010, par laquelle le projet du présent arrêté a été adressé à la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE, pour observations éventuelles ;

Vu les observations écrites produites par la société PIMEST ANTICORROSION le 29 novembre 2010 sur le projet du présent arrêté ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 3 janvier 2011 ;

.. / ...

Considérant que la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE ne respecte toujours pas les prescriptions de l'article 3.2.2.1, imposant que les activités de préparation, de pulvérisation, de séchage des peintures soient effectuées dans une cabine de peinture hermétique, comportant un seul point de rejet, et de l'article 5.1.3, imposant que les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement, de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-139 du 30 novembre 2007, faisant l'objet de l'arrêté préfectoral n° 2010.118 du 28 mai 2010 susvisé ;

Considérant le manque manifeste de volonté de la part de l'exploitant d'exploiter ses installations conformément à la réglementation ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par le non-respect des dispositions précitées pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant les sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La procédure de consignation prévue à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement est engagée à l'encontre de la société PIMEST ANTICORROSION, dont le siège social se situe sur le territoire de la commune de LONGLAVILLE, au Pôle Européen de Développement.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 27 500 euros (vingt-sept mille cinq cents euros) répondant des coûts :

- d'évacuation et de traitement des terres polluées (800 euros),
- d'enlèvement et d'élimination des fûts de solvants usagés (6 700 euros),
- de mise en place d'un dispositif de captation et d'épuration des effluents atmosphériques de la halle de peinture (20 000 €),

dans son établissement situé à la même adresse est rendu immédiatement exécutoire auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de NANCY.

Article 2 :

Après avis de l'inspection des installations classées, les sommes consignées pourront être restituées à la société PIMEST ANTICORROSION au fur et à mesure de l'exécution par elle-même des mesures prescrites.

Article 3 :

En cas d'inexécution des travaux, et déclenchement de la procédure de travaux d'office prévue à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, la société PIMEST ANTICORROSION perdra bénéfice des sommes consignées. Ces dernières pourront alors être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures demandées.

Article 4 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 5 :

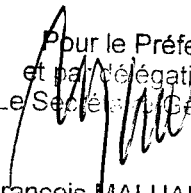
M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

Monsieur le gérant de la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE

et dont copie sera adressée à M. le Maire de LONGLAVILLE

Nancy, le **21 JAN. 2011**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE